

Hercule a des fuites

Réorganisation d'EDF... La presse communique...
Un service commandé ?



Fin 2018, le Président de la République a demandé à EDF de lui proposer une évolution de la structure du groupe EDF, poursuivant ainsi sa volonté déjà exprimée lorsqu'il était ministre de l'Économie. Ce 15 avril, les éléments de ce projet étaient en première page d'un quotidien de la presse écrite manifestement bien informé alors qu'une réunion était programmée avec les syndicats pour la fin juin...

Nouvelle technique de propagande ?

Depuis des mois, les rumeurs de scénarios n'ont cessé de circuler. Rumeurs colportées par des acteurs divers et variés, ouvertement ou de façon masquée.

Cette fois-ci, la presse se fait écho d'éléments précis, d'ailleurs pour certains confirmés par Martin VIAL, patron de l'APE et par le cabinet du ministre de l'Industrie.

Au-delà, des éléments de cet article, et du fond du sujet sur lequel nous reviendrons, nous nous interrogeons sur les précisions de ce journal ainsi que de l'origine de ses sources.

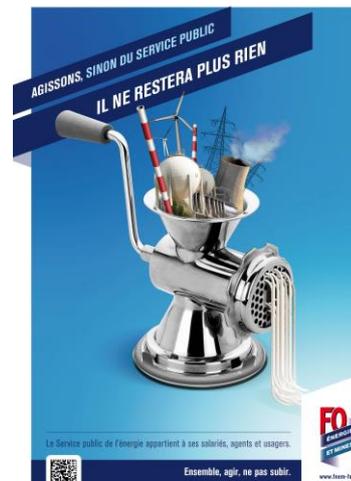
La vérité si je mens ?

Car comme l'indique ce quotidien, ces sources sont « proches du dossier » ou « bien informées ».

Alors qui alimente les médias et dans quel but ?

Nous ne ferons pas de procès d'intention à quiconque, car ces proches du dossier avancent masqués, preuve de leur lâcheté, mais FO trouve inacceptable de découvrir par voie de presse des détails du projet qui sera présenté aux représentants du personnel en juin.

Nous demandons donc que cette réunion soit avancée en urgence afin d'avoir le même niveau d'information que les sources « bien informées proches du dossier » !



Un projet dans le pif ?

En attendant d'avoir de plus amples éléments de la part du Président d'EDF sur un éventuel scénario qui s'apparenterait à celui indiqué dans ce quotidien, FO réaffirme son opposition la plus totale à la désintégration du Groupe EDF et de l'entreprise EDF.

FO réaffirme son exigence du maintien du statut pour l'ensemble des salariés actuels ainsi que pour les futurs embauchés.

Un projet, quel qu'en soit le nom ridicule attribué, qui consisterait à séparer les activités de production des autres activités aurait pour conséquence la mise en danger de tous les secteurs.

Même si la production nucléaire, hydraulique et thermique (même si pour ces deux activités, la presse s'interroge) venait à être renationalisée, cela n'assurerait en rien une garantie.

Les jeux politiques de ces dernières années concernant l'énergie ne nous amènent pas, en effet, à être confiants.

Quant aux autres secteurs d'activités, cela les mettrait en péril à très court terme avec à la clé une ouverture du capital pouvant aller, y compris pour Enedis, jusqu'à 49,9 % de capitaux privés.

Tous les salariés de cette seconde partie d'EDF ont à y perdre et **les salariés du commerce qui sont déjà frappés d'une rude décroissance d'effectifs seraient les premiers à en pâtir.**

Au bénéfice de qui si ce n'est de nos concurrents et du plus puissant d'entre eux Total ?

À qui profite le crime ?

Nous avons par ailleurs appris par la presse que d'ores et déjà des banques d'affaires avaient été missionnées par l'État et par EDF avec des commissions dont on se doute qu'elles sont plantureuses.

Nous demandons donc immédiatement la transparence sur le niveau de ces commissions.



Renationaliser une partie d'EDF pour privatiser le reste d'EDF, voilà bien la ruse du Nouveau Monde ! Mais cela ne trompera personne, car les conséquences sociales en seraient dramatiques !

FO s'élève contre tout projet et toutes manœuvres qui remettraient en cause l'avenir et les intérêts des salariés du Groupe EDF.

Plus que jamais, FO Énergie et Mines considère que ce n'est pas en jouant au mécano industriel qu'on défendra EDF, mais bien en arrêtant cette concurrence absurde qui s'opère au détriment des salariés du groupe, mais aussi des consommateurs et en assurant une régulation du nucléaire qui ne pénalise plus EDF et ses salariés !

AGIR, NE PAS SUBIR

www.fnem-fo.org

